



CHSCTD du 5 novembre 2020 Déclaration FSU

Le lundi 2 novembre fut une journée bien particulière, un jour de rentrée dans un climat bien anxiogène aussi bien en termes sanitaires que sécuritaires. Les personnels de l'éducation nationale sont retournés sur leur lieu de travail éprouvés et inquiets. Eprouvés par l'odieux attentat dont a été victime leur collègue Samuel Paty, par l'annonce de ce nouveau confinement. Inquiets par un protocole sanitaire qui n'a de renforcé que le nom et qui fut très vite perçu par la profession comme inapplicable ou à minima insuffisant.

Dans le Vaucluse le 2 novembre la situation sanitaire est passée d'inquiétante à très grave selon le préfet, on enregistrait 65 morts de Covid sur les deux dernières semaines contre 166 depuis la 1ère vague, les médias montraient des images de patients de l'hôpital d'Avignon transféré par l'armée en Bretagne.

A la veille de la rentrée, il n'y avait que le ministre pour pouvoir déclarer dans la presse que cette rentrée se ferait « normalement », et le changement de modalités de l'hommage à notre collègue fut vécu comme une marque de mépris, et reçu avec incompréhension voire colère.

Lundi 2 Novembre de nombreuses équipes, sur le terrain ont œuvrées pour qu'un hommage digne à Samuel Paty soit maintenu, pour que les acteurs de la communauté éducative puissent échanger et se concerter sur cet hommage et que les élèves soient accueillis dans les meilleures conditions possibles. Par endroit ce fut fait en concertation, parfois dans le rapport de force.

Or ce sont ces personnels qui avaient déjà depuis septembre tenu l'école ; seuls, avec des masques suspects, avec des injonctions contradictoires et tardives, sans aucune information claire sur l'évolution de la maladie dans les établissements scolaires.

Ce sont ces mêmes personnels qui ont vu les droits des personnels vulnérables réduits de manière injuste, qui ont vu réapparaître le jour de carence, qui ont mis en place un protocole sanitaire strict puis allégé puis renforcé...

Le lundi 2 novembre alors que le président de la république et son représentant dans le Vaucluse annonçaient une deuxième vague d'épidémie pire que la première, le gouvernement a choisi de maintenir les écoles et établissements scolaires ouverts. Nous sommes, à la FSU, conscients que la place d'un enfant est à l'école, et que la continuité du service public d'éducation est primordiale pour nos élèves, surtout les plus en difficultés. Nos collègues ne souhaitent pas être reconfinés et « enseigner » devant un écran d'ordinateur. Mais il est aussi de notre responsabilité d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions sanitaires pour les personnels, pour les élèves et leur famille.

Or ce protocole annoncé comme « renforcé » n'est en fait absolument pas coercitif ; c'est un protocole « si possible », « dans la mesure du possible » :

- Hormis le port du masque dès 6 ans aucune mesure n'est réellement applicable.
- « Limitation du brassage des élèves et une seule salle par classe » : impossible dans les collèges quand le nombre d'élèves par classe et de divisions sont élevés. Impossible en lycée car la réforme du lycée a fait disparaître le groupe classe et les élèves sont brassés plusieurs fois par jour en changeant de groupe voire de lycée si leur spécialité est mutualisée.
- « désinfection approfondie des salles et du matériel » : dans de nombreux cas le personnel manque pour faire ce travail là.

Les enseignants ont fait leur rentrée sans nouveau masque. Les masques Dim ont été retirés par mesure de précaution mais pas remplacés, les autres masques tissu sont arrivés à leur limite de lavage... dans certaines écoles deux masques ont été distribués aux personnels donc les sachets ont été ouverts. Dans d'autres on annonce aux personnels qu'ils n'auront que deux masques mais plus tard... tout ceci est contraire au bon sens, à toute logique sanitaire, à ce qui nous avait été annoncé en CHSCTA et au courriel reçu le 23 octobre 2020 du directeur de cabinet du recteur et du secrétaire général d'académie (« Les masques seront distribués aux personnels le jour de la rentrée, soit le 2 novembre 2020. Les chefs d'établissement et de service veilleront à faire distribuer à chaque personnel un sachet de 6 masques. Il n'y a pas lieu de détailler les sachets, pour des raisons d'hygiène. »)

La FSU rappelle ses exigences : alléger les effectifs par le passage à un fonctionnement en demi-groupes, recruter des personnels supplémentaires, de vie scolaire notamment mais aussi d'agents territoriaux (pour assurer un nettoyage et une désinfection des salles), réaménager les programmes scolaires et établir un nouveau calendrier du bac, fournir à tous les personnels des masques en nombre suffisant, et des masques transparents pour les AESH, enseignants devant enfant sourd et enseignants en maternelle . La FSU rappelle son opposition au jour de carence qui doit être suspendu immédiatement : injuste et inefficace en temps normal, cette mesure est irresponsable en période d'épidémie puisqu'elle est une incitation à minorer tout symptôme, y compris de la COVID-19, afin d'éviter le prélèvement d'une partie du traitement. Nous réitérons notre demande d'un point d'information régulier sur la situation sanitaire dans les établissements scolaires aux membres du CHSCTD , le rétablissement d'un fil rouge comme lors du premier confinement en plus des réunions régulières de l'instance.